

ACCORD CADRE DE SERVICES



INSTITUT NATIONAL
DES SCIENCES
APPLIQUÉES
TOULOUSE



**UNIVERSITÉ
DE TOULOUSE**



Communauté
d'universités
et établissements
de Toulouse



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*



Coordonnateur du groupement de commandes

Communauté d'universités et établissements de Toulouse (COMUE)
41 allées Jules Guesde
CS 61321
31013 TOULOUSE CEDEX 6
Tél : 05 61 14 80 11

Accord-cadre n°2025-006

**GESTION DES DECHETS SUR LES CAMPUS DES ETABLISSEMENTS MEMBRES DU
GROUPEMENT DE COMMANDES
PRESTATION DE LOCATION-MAINTENANCE DE CONTENANTS, COLLECTE,
TRI, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS ORDURES
MENAGERES RESIDUELLES (OMR) ET RECYCLABLES SECS HORS VERRE
(RSHV)**

Appel d'offre ouvert en application des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la Commande Publique

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)

SOMMAIRE

ARTICLE 1. GENERALITES.....	4
1.1 Pouvoir adjudicateur	4
1.2 Objet de l'accord-cadre	4
1.3 Procédure de passation.....	4
1.4 Allotissement	4
1.5 Forme de l'accord-cadre.....	5
1.6 Maximum de l'accord cadre.....	5
1.7 Lieu d'exécution.....	5
ARTICLE 2. DUREE ET DELAI.....	5
2.1 Durée	5
2.2 Délai d'exécution	5
ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 4. MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES	6
ARTICLE 5. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE	6
ARTICLE 6. RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT	7
ARTICLE 7. PERSONNEL DU TITULAIRE	7
7.1 Personnel nommé désigné	7
7.2 Personnel du titulaire.....	8
7.3 Reprise du personnel	8
7.4 Comportement du personnel du titulaire	8
7.5 Responsabilité du titulaire du fait de son personnel	8
7.6 Hygiène et sécurité	8
ARTICLE 8. CLAUSE SOCIALE.....	9
8.1 Heures d'insertion sociales.....	9
8.2 Public concerné par l'opération d'insertion.....	9
8.3 Coordonnées du facilitateur :	10
8.4 Modalités de mise en œuvre :	10
8.5 Globalisation des heures d'insertion :	11
8.6 Sous-traitance et groupement d'opérateurs économiques :	11
8.7 Suivi et bilan de l'action d'insertion :	12
ARTICLE 9. SUIVI DES PRESTATIONS.....	12
9.1 Réunion de lancement	12
9.2 Réunion de suivi.....	12
9.3 Modification de la dotation de bacs	13
ARTICLE 10. MODALITE D'EXECUTION DES PRESTATIONS PONCTUELLES A BON DE COMMANDE 13	13
10.1 Expression des bons de commandes	13
10.2 Devoir de conseil du titulaire	14
10.3 Modification d'un bon de commande	14
10.4 Suspension d'un bon de commande	14
10.5 Résiliation d'un bon de commande.....	15
10.6 Commandes hors BPU	15
10.7 Durée des bons de commande.....	15
10.8 Prolongation des délais	15
ARTICLE 11. VERIFICATION DES PRESTATIONS.....	16
11.1 Livraison des bacs	16
11.2 Prestations de collecte.....	16
11.3 Prestations de nettoyage des bacs et locaux	17

ARTICLE 12. REGIME FINANCIER	17
12.1 Monnaie	17
12.2 Taux de TVA	17
12.3 Forme des prix	17
12.4 Contenu des prix	17
12.5 Révision des prix.....	18
ARTICLE 13. MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS	20
13.1 Avance	20
13.2 Répartition des paiements	20
13.3 Présentation des demandes de paiement	20
13.4 Paiement des cotraitants.....	21
13.5 Paiement des sous-traitants	21
13.6 Délais de paiement et intérêts moratoires	22
ARTICLE 14. PENALITES.....	22
ARTICLE 15. CLAUSE DE REXAMEN	24
ARTICLE 16. SOUS TRAITANCE.....	25
ARTICLE 17. RGPD.....	26
ARTICLE 18. MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHE	26
18.1 Changement de dénomination sociale du titulaire	26
18.2 Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire	27
18.3 Modifications de la structure d'exercice du titulaire.....	27
ARTICLE 19. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	27
ARTICLE 20. RESILIATION	28
ARTICLE 21. ASSURANCES	28
ARTICLE 22. LANGUES	28
ARTICLE 23. DIFFERENDS ET LITIGES	28
ARTICLE 24. DEROGATIONS AU CCAG	29

1.1 Pouvoir adjudicateur

La présente consultation s'inscrit dans le cadre d'un groupement de commandes ayant pour établissement coordonnateur la Communauté d'universités et établissements (COMUE) de Toulouse.

Le groupement de commandes est constitué des établissements suivants :

- La Communauté d'universités et établissements de Toulouse (anciennement Université de Toulouse)
- L'Institut National des Sciences Appliquées (INSA Toulouse)
- L'Université Toulouse Capitole (UT Capitole)
- L'Université de Toulouse (anciennement Université Toulouse III Paul Sabatier)
- Le Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (Crous de Toulouse-Occitanie)
- Le CREPS Toulouse (CREPS)
- L'Ecole Nationale de l'Aviation Civile (ENAC)

Le groupement attire l'attention des candidats sur le changement de dénomination de certains de ses membres. En effet :

- L'ancienne Université de Toulouse est désormais dénommée COMUE de Toulouse
- L'ancienne Université Toulouse III Paul Sabatier est désormais dénommée Université de Toulouse.

Ces modifications font suite à des changements institutionnels et politiques au sein de ces deux établissements, sans impact majeur sur l'organisation de ces deux établissements pour les besoins du marché.

1.2 Objet de l'accord-cadre

La présente consultation prend la forme d'un accord-cadre relatif à une prestation de location-maintenance de contenants, collecte, tri, traitement et valorisation des déchets ordures ménagères résiduelles (OMR) et recyclables secs hors verre (RSHV) pour les établissements membres du groupement de commandes.

Classifications CPV :

90511200-4 Services de collecte des ordures ménagères

90512000-9 Services de transport des ordures ménagères

90513100-7 Services d'élimination des ordures ménagères

1.3 Procédure de passation

Le présent marché est passé en appel d'offre ouvert en application des dispositions des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

1.4 Allotissement

La présente consultation n'est pas allotie, le besoin n'étant pas découpé en prestations distinctes.

1.5 Forme de l'accord-cadre

Le marché est un accord-cadre composite traité à prix unitaires et forfaitaires.

Les prestations sont réparties comme suit :

- les prestations récurrentes constituant un marché ordinaire
- les prestations ponctuelles constituant un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire

Les prestations ponctuelles seront déclenchées par l'établissement d'un bon de commande auprès du titulaire par voie dématérialisée par mail à l'adresse de contact référencée dans le cadre de mémoire technique.

1.6 Maximum de l'accord cadre

Conformément aux articles R2121-8 et R2162-4 du code de la commande publique, l'accord cadre est passé avec un maximum de 150 000 € HT pour la durée totale de l'accord-cadre pour l'ensemble du groupement.

Ce montant maximum ne concerne que les prestations ponctuelles passées par bons de commandes

1.7 Lieu d'exécution

Les sites de collecte relèvent de l'agglomération toulousaine. Les adresses des sites sont indiquées dans l'annexe 1 du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) « Tableau de recensement des besoins ».

ARTICLE 2. DUREE ET DELAI

2.1 Durée

Le présent accord-cadre prendra effet à compter le 1^{er} juin 2025 ou à la date de notification si cette dernière est postérieure à cette date sauf pour l'établissement de l'ENAC qui bénéficie d'un début d'exécution différé au 2 janvier 2026.

Il est conclu pour une durée de un an renouvelable trois fois à la date d'anniversaire de la notification du marché. La dernière période de reconduction s'achèvera le 1^{er} décembre 2028.

La reconduction est tacite. Dans le cas d'une non-reconduction, le coordonnateur notifie sa décision au titulaire deux mois avant l'échéance du marché. Dans ce cas le titulaire est tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues au marché pour la période allant de la notification de la décision de non reconduction à la date d'effet de celle-ci.

2.2 Délai d'exécution

Pour les prestations récurrentes, les délais d'exécution s'exécutent selon les fréquences de collecte prévus par l'annexe 1 du CCTP « Tableau de recensement des besoins » et conformément à l'offre du titulaire.

Pour les prestations ponctuelles à bons de commande les délais seront indiqués dans chacun des bons de commande émis dans les conditions prévues par l'article 10 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

ARTICLE 3. PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante dont l'exemplaire unique original conservé par la Comue de Toulouse fait seul foi :

- L'acte d'engagement et son annexe :

- Annexe financière à l'acte d'engagement comprenant l'onglet 1 « Annexe 1 Prix Forfaitaires » et l'onglet 2 « Annexe 2 Prix unitaires (BPU) »
- La mise au point éventuelle du marché
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
 - Annexe 1 : Désignation des comptables assignataires des membres du groupement de commandes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe 1 « Tableau de recensement des besoins »
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services
- Les éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification de l'accord-cadre
- Les bons de commande émis au fur et à mesure des besoins étant entendu que l'ENAC dispose d'un système dématérialisé pour l'émission des bons de commandes
- Le cadre de réponse technique du titulaire

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans la documentation du titulaire contraire aux dispositions des pièces du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente et d'intervention du titulaire sont concernées par cette disposition.

Durant toute l'exécution du marché, le titulaire devra se conformer à toutes lois, normes, décrets et textes réglementaires en vigueur régissant l'exercice des activités liées au présent marché.

Le titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG mentionné bien qu'il ne soit pas matériellement joint au marché :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

Notification : En application de l'article 3. 1. du CCAG-FCS, la notification du marché consiste en la remise d'une copie de l'acte d'engagement signé par l'UT et de ses annexes au titulaire.

Cette remise sera opérée via la plateforme de dématérialisation www.marches-publics.gouv.fr.

Du fait de la notification du marché, les pièces mentionnées au présent article deviennent contractuelles.

ARTICLE 4.MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 5.OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

Dans le cadre du présent marché, le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires à une parfaite exécution des dispositions, telles que décrites dans les documents contractuels.

Le titulaire devra également respecter les obligations et consignes de discrétion, de confidentialité et de sécurité prévues à l'article 5 du CCAG FCS.

Le titulaire établit un plan de prévention qui est remis au coordonnateur dans les quinze (15) jours calendaires suivant la notification du marché. Le plan de prévention est établi dans les conditions prévues par les articles R4511-1 à R4515-11 du code du travail.

Le titulaire sera réputé avoir :

- apprécié avant la remise de son offre les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et des sujétions qu'elles entraînent ;
- contrôlé toutes les indications figurant au dossier de consultation des entreprises et s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes et s'être entouré de tous les éléments complémentaires.

Le titulaire ne pourra arguer d'une erreur, d'une différence d'interprétation ou d'un manque de renseignements pour refuser d'effectuer ou de poursuivre l'exécution du marché.

Le titulaire est tenu, en sa qualité de professionnel :

- d'appliquer l'ensemble des législations en vigueur applicables à son domaine d'activité,
- de respecter son obligation d'information et de conseils sur les prestations décrites au CCTP.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à communiquer immédiatement à chaque membre du groupement toute difficulté ou tout risque pouvant altérer l'exécution des prestations attendues.

ARTICLE 6.RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

Conformément à l'article 7 du CCAG FCS, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché sur simple demande de l'acheteur.

Le titulaire veille notamment à l'utilisation de véhicules et de carburants plus respectueux de l'environnement.

ARTICLE 7.PERSONNEL DU TITULAIRE

7.1 Personnel nommé désigné

Le titulaire désigne dans le cadre de réponse technique un interlocuteur dédié au marché qui sera notamment responsable de sa mise en place et du suivi d'exécution des prestations. Il participera aux réunions de suivi et sera l'interlocuteur privilégié du pouvoir adjudicateur. En cas d'indisponibilité temporaire de la personne nommée désignée le suppléant désigné dans le cadre de réponse technique prendra le relais pour l'exécution du marché.

En cas de changement de la personne nommée dédiée le titulaire en informe sans délai le coordonnateur du groupement de commandes et prendra toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG FCS, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours calendaires à compter de la date d'envoi de l'information mentionnée précédemment pour proposer un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et communiquer le nom et le curriculum vitae. Toujours par dérogation à ce même article, le coordonnateur dispose d'un délai de 15 jours calendaires à compter de la présentation précitée pour accepter le remplaçant proposé. En cas de récusation le titulaire dispose alors d'un nouveau délai de 15 jours calendaires.

7.2 Personnel du titulaire

Le titulaire devra s'assurer que l'exécution des prestations est supervisée par un personnel parfaitement qualifié (responsable d'opération...), ayant une connaissance orale de la langue française.

7.3 Reprise du personnel

Certains établissements membres du groupement de commandes bénéficient déjà de prestations de collecte des déchets ménagers. Ainsi, en vertu de la convention collective nationale des activités du déchet du 16 avril 2019 et de son annexe V le présent marché prévoit la reprise de personnel dans les conditions fixées par les textes précités.

A ce titre, il a été communiqué par le titulaire actuel une liste indiquant le nombre d'Équivalents Temps Plein (ETP) et des conditions d'emploi du personnel pour l'exécution du marché objet de la présente procédure de mise en concurrence existant à la date de réalisation de la consultation. Le titulaire s'efforce de reprendre les personnels du titulaire sortant dans les conditions fixées par la réglementation et conformément à son offre.

Six mois avant la fin du marché, le titulaire communique un tableau exhaustif et détaillé de la masse salariale anonymisée à reprendre au titre de l'accord-cadre. Ces informations seront publiées lors de la mise en concurrence visant à renouveler l'accord-cadre.

Dans le cas où le titulaire ne se soumettrait pas spontanément à cette obligation il dispose de huit jours ouvrés à compter de la demande formulée par écrit par le coordonnateur pour communiquer le tableau précité. A défaut les pénalités prévues à l'article 14 pourront s'appliquer.

7.4 Comportement du personnel du titulaire

Le personnel du titulaire est sous la responsabilité du responsable d'opération. Il doit se conformer aux conditions d'accès aux locaux, aux parcours et aux règles édictées par la personne publique en matière de sécurité et de discrétion. Il devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche à l'égard des tiers.

7.5 Responsabilité du titulaire du fait de son personnel

Le titulaire est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations, ainsi que des vols ou des indiscrétions qui pourraient être commis par ses préposés. Il est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit.

Tout manquement à l'obligation de discrétion ainsi que toute disparition momentanée ou irrémédiable de documents justifient la mise en œuvre immédiate, à l'encontre du titulaire, des poursuites prévues par les articles 77, 80-3, 378 et 418 du code pénal.

7.6 Hygiène et sécurité

Le titulaire veille à ce que ses employés aient toujours une tenue de travail correcte et adaptée aux besoins.

Le titulaire est responsable de la formation de ses employés aux règles d'Hygiène et de Sécurité et de leur discipline. Tout incident en la matière est porté immédiatement à la connaissance de la personne responsable du marché ou de son représentant.

Préambule

Selon l'article L3-1 du Code de la commande publique, « la commande publique participe à l'atteinte des objectifs de développement durable, dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale, dans les conditions définies par le présent code ».

Conformément à l'article 16.1.2 du CCAG-FCS, TIC et PI le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Le maître d'ouvrage s'est engagé dans une politique volontariste d'insertion des personnes en difficulté par le travail. Pour ce faire, il est fait appel aux entreprises par le biais des marchés publics.

8.1 Heures d'insertion sociales

Le maître d'ouvrage prévoit de réserver, à l'occasion de l'exécution du marché, le nombre d'heures suivant :

Désignation	Nombre d'heures d'insertion minimales
LOT UNIQUE	280 heures / ans (pour les prestations récurrentes)

8.2 Public concerné par l'opération d'insertion

Selon l'article L2112-2 du Code de la commande publique « les clauses du marché précisent les conditions d'exécution des prestations, qui doivent être liées à son objet. Les conditions d'exécution prennent en compte des considérations relatives à l'environnement. Elles peuvent également prendre en compte des considérations relatives à l'économie, à l'innovation, au domaine social, à l'emploi ou à la lutte contre les discriminations. »

Au vu du présent marché, le titulaire s'oblige à conduire une action d'insertion auprès d'un public rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi.

Par **dérogation à l'article 16.1.1.1 et 2 du CCAG-FCS**, les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent exclusivement de l'une des catégories suivantes :

Une priorité est donnée aux résidents en Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville

Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- ✓ Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- ✓ Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- ✓ Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- ✓ Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- ✓ Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
 - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- ✓ Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- ✓ Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes
- ✓ Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;

- ✓ Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- ✓ Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :

- ✓ Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT
- ✓ Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
- ✓ Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- ✓ Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- ✓ Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- ✓ Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion. L'éligibilité à la clause sociale ne repose que sur les statuts des personnes et non sur les contrats qui leur sont proposés (par exemple : contrats d'alternance)

En outre, le facilitateur peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé du Service Public de l'Emploi.

L'objectif est de procéder à de nouveaux recrutements de personnel en insertion professionnelle à l'occasion des marchés publics.

Des candidats pourront être proposés par les Facilitateurs.

Les profils retenus devront être validés obligatoirement avant leur prise de poste.

8.3 Coordonnées du facilitateur :

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire bénéficie de l'accompagnement d'un facilitateur, désigné ci-après, selon l'article 16.1.4 du CCAG-FCS, notamment :

- Informer les entreprises soumissionnaires pendant la préparation de leur offre sur la base des documents remis lors de l'appel d'offres,
- Accompagner les entreprises titulaires pour la mise en œuvre de cette condition d'exécution en fonction des spécificités des prestations et en relation avec le maître d'œuvre pour les travaux,
- Proposer des publics prioritaires.

Les entreprises peuvent obtenir des informations et des explications sur les dispositifs et mesures pour l'emploi auprès de la cellule clause d'insertion dans les marchés publics :

Cellule clause sociale d'insertion de Nova Emploi
06 14 36 48 60 csoccitanie@nova-emploi.fr

8.4 Modalités de mise en œuvre :

Les modalités de réalisation de la clause sociale d'insertion sont les suivantes :

- L'embauche directe de personnes éligibles, en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de

- professionnalisation ou contrat d'apprentissage).
- La mise à disposition de salariés éligibles via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- Le recours à la co-traitance, à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une régie de quartier (RQ), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

Dans le délai de 2 semaines maximum suivant la notification du marché, l'entreprise doit contacter la Cellule clauses d'insertion pour présenter son projet d'insertion et fixer le calendrier prévisionnel de réalisation.
En cas de groupement d'entreprises, la répartition des heures entre les cotraitants devra alors être déterminée.

Dans le cadre de ce dispositif, l'entreprise désigne un correspondant pour la Cellule clauses sociales d'insertion et le communique ses coordonnées au facilitateur indiqué à l'article 8.3 du présent CCAP.

8.5 Globalisation des heures d'insertion :

La globalisation des heures d'insertion décrite à l'article 16.1.3 du CCAG-FCS est possible :

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Elle est mise en œuvre à la suite de la demande du titulaire et vise à la réalisation de prestations conformes aux différents marchés des différents acheteurs concernés.

Elle intervient dans l'intérêt conjoint d'entreprises attributaires de plusieurs marchés comportant des clauses sociales d'insertion et dans celui des participants aux clauses sociales, dont le parcours d'insertion est ainsi plus susceptible de s'inscrire dans la durée et la qualité.

La globalisation implique de respecter une concordance entre la durée d'exécution du contrat public et les dates du ou des contrat(s) de travail des personnes éligibles à cette condition d'exécution. S'il n'y a pas de concomitance entre l'espace temporel du marché concerné et du contrat de travail de la personne en insertion, la globalisation ne peut pas être valorisée sur le dit marché.

Au niveau du décompte, les heures d'insertion sont affectées à chacun des marchés concernés, à due proportion. Le facilitateur est garant du reporting. La demande peut être déclarée recevable sur la base des critères suivants :

- Si la mesure est favorable au salarié en insertion
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur,
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

8.6 Sous-traitance et groupement d'opérateurs économiques :

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à informer le facilitateur afin de recueillir au préalable sa validation quant à la répartition de la volumétrie d'insertion.

En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du facilitateur pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion.

8.7 Suivi et bilan de l'action d'insertion :

A la demande du maître d'ouvrage, la *Cellule clause sociale d'insertion de Nova Emploi* procédera au suivi et au bilan de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire du marché s'est engagé.

Conformément aux articles 16.1.4.2 à 16.1.4.5 du CCAG-FCS :

- Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié de l'acheteur et du facilitateur.
- A l'initiative de l'acheteur, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le titulaire et le facilitateur le cas échéant, après notification du marché, dans un délai de 1 mois.
- Les renseignements utiles propres à permettre le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion, font l'objet d'une communication tous les mois (avant le 12 du mois suivant le mois travaillé). Devra être transmis le justificatif suivant : Relevé d'heures mensuel mentionnant la date d'embauche, le type de contrat, le poste occupé, nombre d'heures réalisées, l'affectation sur le marché, etc.

NB : les informations doivent être traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (voir la clause RGPD).

Un contrôle de l'action d'insertion sera réalisé tout au long de l'exécution des prestations :

- Le facilitateur établit pendant toute la durée du marché un bilan périodique sur la base des justificatifs transmis par les titulaires, à destination de l'acheteur ;
- Le facilitateur transmet un bilan final dans les trois mois suivant la fin de l'exécution du marché, à destination de l'acheteur.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion.

Durant l'exécution du chantier ou de la prestation, le suivi de l'action d'insertion se fera également lors de réunions auxquelles le chargé de mission clauses d'insertion pourra être amené à participer. Le chargé de mission clauses d'insertion suivra l'évolution du salarié en lien avec le référent professionnel de l'entreprise, et le référent social (prescripteur ou opérateur d'insertion).

En cas de difficulté d'exécution (plan de sauvegarde de l'emploi, redressement ou liquidation judiciaire), le titulaire du marché doit informer le chargé de mission clauses d'insertion par courrier recommandé avec AR et produire les justificatifs correspondants dès lors qu'il ne pourra plus assurer son engagement. Dans ce cas seront étudiés avec le titulaire, avec l'accord du maître d'ouvrage, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs ou pour suspendre les obligations.

ARTICLE 9.SUIVI DES PRESTATIONS

9.1 Réunion de lancement

Dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la notification du marché, le groupement de commandes organise une réunion de lancement du marché avec les interlocuteurs du titulaire identifiés dans le cadre de réponse technique.

Le coordonnateur du groupement de commandes fixe une date et invite le titulaire du marché par mail avec accusé de réception à participer à cette réunion. Dans le cas où le titulaire ne serait pas disponible il en informe le coordonnateur dans les plus brefs délais afin de convenir d'une nouvelle date.

Le titulaire se verra communiquer à cette date une fiche récapitulative des interlocuteurs de chacun des établissements ainsi qu'un document répertoriant les adresses de facturation en fonction des sites.

Chaque établissement membre du groupement de commandes se réserve également la possibilité d'organiser une réunion de lancement propre aux spécificités de son site.

9.2 Réunion de suivi

Sur la base de l'article 11 « Reporting et bilan annuel » du CCTP une réunion de suivi annuelle sera organisée par le groupement de commandes.

Chaque établissement se réserve la possibilité d'organiser des réunions à la demande en cas de difficultés d'exécution des prestations. Dans ce cas, l'établissement membre convoque le titulaire du marché par mail au moins 14 jours calendaires avant la date prévue. Le titulaire en accuse réception et confirme sa disponibilité à cette date. S'il s'avère que le titulaire n'est pas disponible à cette date il propose alors à l'établissement concerné deux nouvelles dates de réunions dans un intervalle de 14 jours calendaires à compter de la date initialement fixée. A défaut les pénalités prévues à l'article 14 seront applicables.

La présence de l'interlocuteur dédié (ou de son suppléant le cas échéant) tel que prévu à l'article 7 du présent document est requise.

9.3 Modification de la dotation de bacs

Afin de simplifier et d'accélérer le traitement des modifications de périmètre il est indiqué que :

9.3.1 Ajouts et suppressions des sites points de collecte en cours de marché

Le coordonnateur du groupement de commandes notifie par voie d'avenant les ajouts et suppressions éventuels des sites points de collecte en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où l'ajout du site de collecte ne serait pas prévu dans une tournée de collecte existante le titulaire du marché communique au coordonnateur le montant de collecte applicable à cet ajout en cohérence avec la tournée de collecte déjà prévue et le mode de calcul des coûts de collecte prévu dans l'offre.

Dans le cas où le site de collecte ajouté relèverait d'un circuit de collecte existant le titulaire ne pourra pas facturer deux fois le passage sur ce même site. Seuls les autres coûts relevant du forfait seront ainsi imputables.

Le coordonnateur en lien avec l'établissement concerné dispose d'un délai de 10 jours calendaires pour se prononcer sur la proposition du titulaire. A défaut le montant proposé est supposé être accepté.

9.3.2 Ajouts, retraits ou modification de dotation point de collecte

Les établissements membres du groupement de commandes notifient les ajouts, retraits ou modifications de dotation par ordre de service au titulaire du marché sur la base du bordereau des prix unitaires contractuel pour la période concernée.

Conformément à l'article 8.8 du CCTP le titulaire dispose d'un délai de deux semaines à compter de la notification de l'ordre de service pour s'y conformer. A défaut les pénalités prévues à l'article 14 du CCAP s'appliquent.

ARTICLE 10. MODALITE D'EXECUTION DES PRESTATIONS PONCTUELLES A BON DE COMMANDE

10.1 Expression des bons de commandes

Pour les prestations ponctuelles à bons de commande, en fonction de ses besoins, chaque établissement membre du groupement de commandes adresse au titulaire un bon de commandes établi sur la base des prix indiqués au bordereau des prix unitaires (ou du devis le cas échéant dans les conditions de l'article 10.6 du présent document) et précisant :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le numéro du marché ;
- les prestations commandées ;
- le délai d'exécution et la date de livraison ;
- les lieux de livraison ;
- la désignation et l'adresse de l'ordonnateur du bon de commande ;

- le montant HT et TTC de la prestation avec précision du taux de TVA.

A l'exception de l'ENAC, le bon de commande est envoyé par mail avec accusé de réception au point de contact identifié. Il doit être signé par le représentant du membre du groupement de commande à l'initiative de la demande.

Par **dérogation aux dispositions de l'article 3.7.2 du CCAG-FCS**, le titulaire dispose d'un délai de 3 jours ouvrés à compter de la réception du bon de commande pour notifier au pouvoir adjudicateur ses observations relatives aux prescriptions dudit bon de commande.

Ils sont exécutoires à compter de leur date de notification attestée : soit par l'accusé de réception en cas d'envoi par courriels, soit par courrier recommandé. Les délais de livraison sont indiqués sur le bon de commande.

Toute prestation exécutée avant la date de notification du bon de commande conclu sur le fondement de l'accord-cadre reste à la charge du titulaire, sans recours possible contre le pouvoir adjudicateur.

Pour les prestations récurrentes certains établissements établiront un bon de commande annuel.

Pour l'ENAC le titulaire devra utiliser l'outil de gestion TWIMM qui sera mis gratuitement à sa disposition. Il s'agit d'un outil de gestion et de suivi des interventions en temps réel (GMAO web mobile) permettant de suivre :

- La planification des interventions récurrentes
- Les demandes ponctuelles de la part de l'ENAC

Les délais d'intervention mentionnés par le biais de ce logiciel feront foi pour l'application des pénalités de retard prévues au CCAP régissant le marché.

10.2 Devoir de conseil du titulaire

Lors de l'expression du besoin, le titulaire devra donner au pouvoir adjudicateur tous les éléments lui permettant de répondre au mieux à son besoin.

Il devra prodiguer des conseils au pouvoir adjudicateur ainsi que proposer le cas échéant la solution la plus pertinente pour répondre au besoin.

10.3 Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'établissement membre du groupement de commande peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. Il émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée.

Les modalités d'indemnisation suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification est à l'initiative de l'établissement, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de cet établissement sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

10.4 Suspension d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'établissement membre du groupement de commande peut suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité de la part de l'établissement concerné.

A l'expiration de cette durée, l'établissement peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

10.5 Résiliation d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'établissement membre du groupement de commande peut en interrompre l'exécution. Il en informe le titulaire par courrier électronique.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'établissement, les frais en découlant sont à sa charge de sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

10.6 Commandes hors BPU

Si des prestations ne sont pas prévues dans le BPU, le titulaire fournira un devis avec le détail de ses prix.

Le prix unitaire qu'il propose est un « prix nouveau » devenant définitif dès que le bon de commande a été notifié au titulaire. Ce nouveau prix n'est intégré à la liste des prix du bordereau des prix que dans la mesure où il présente une récurrence.

10.7 Durée des bons de commande

Le pouvoir adjudicateur émet des bons de commande pendant toute la durée de validité du marché. Toutefois, à compter de la date d'expiration de ladite durée de validité de l'accord-cadre, la durée d'exécution maximale des bons de commande émis antérieurement est limitée à soixante (60) jours.

En complément de la transmission du bon de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de contacter téléphoniquement le titulaire pour évoquer sommairement la prestation afin de repréciser son besoin et/ou le calendrier. Cette prestation est incluse dans le montant des prix unitaires inscrits au BPU.

10.8 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG FCS avec les précisions suivantes :

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de livrer à la date prévue pour des raisons exceptionnelles qui n'engagent pas sa responsabilité, il doit l'en aviser par mail avec accusé de réception l'établissement membre du groupement de commandes émetteur du bon de commande en précisant les causes du retard.

L'établissement concerné pourra alors envisager de suspendre l'application de pénalités à sa discrétion car il appartient toutefois aux candidats de choisir les réseaux et partenaires lui garantissant les meilleurs résultats. Cette possibilité de suspension est laissée à la libre appréciation de l'établissement selon le caractère exceptionnel des dysfonctionnements évoqués et les problèmes provoqués.

11.1 Livraison des bacs

Le titulaire reste responsable du produit jusqu'à sa livraison. Dans le cas où un article arriverait détérioré, le titulaire serait tenu de le remplacer dans les conditions prévues ci-après.

La livraison est réalisée selon les disponibilités du service bénéficiaire et dans les conditions fixées par le document valant demande de livraison des bacs ou l'ordre de service en cas d'ajout de dotation de bacs.

L'établissement concerné procède à la vérification de la prestation dans un délai de 15 jours calendaires après la livraison des articles.

En cas d'observations, celles-ci seront notifiées par écrit (courriel) au titulaire du marché dans le délai sus-indiqué et le titulaire du marché sera alors tenu de procéder à la mise en conformité avec application de pénalités à compter de la date de refus de cette réception.

Le contrôle s'effectuera sur différents critères :

- Vérification quantitative,
- Vérification qualitative.

11.1.1.1- Vérification quantitative

Ces opérations de vérifications consistent à contrôler la conformité entre la quantité définie au bon de commande, celle portée sur le bordereau de livraison et celle effectivement livrée.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, l'établissement concerné informe le titulaire par une demande écrite de , soit de reprendre à ses frais la marchandise en excédent, soit de compléter la livraison dans un délai qu'il lui prescrira.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et la quantité indiquée sur le bordereau de livraison, le bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leurs représentants.

11.1.1.2- Vérification qualitative

Ces opérations de vérifications consistent à contrôler la conformité des articles livrés avec les spécifications du marché.

Si les articles livrés ne sont pas conformes aux caractéristiques des bacs roulants prévues à l'article 8 du CCTP ils seront refusés et devront être remplacés par le titulaire du marché sur demande écrite de l'établissement concerné dans un délai de 48 heures à compter de la date de notification du refus de réception.

11.2 Prestations de collecte

Le groupement de commandes se réserve la possibilité de contrôler de façon inopinée l'exécution des prestations récurrentes. Le contrôle consistera notamment en une vérification qualitative des prestations au regard des prescriptions des documents techniques du marché et de l'offre du titulaire.

Le contrôle donnera lieu à un compte-rendu adressé au titulaire du marché par chacun des référents techniques des établissements identifiés lors de la notification du marché. En cas de manquement constaté le titulaire sera invité à se conformer aux obligations du marché dans un délai de 15 jours calendaires avant la réalisation d'un second contrôle qualité. Dans le cas où ce dernier montrerait les mêmes défaut les pénalités prévues à l'article 14 seraient applicables.

11.3 Prestations de nettoyage des bacs et locaux

Les prestations ponctuelles à bons de commande de nettoyage pourront également faire l'objet de vérifications qualitatives.

Les établissements s'assureront alors que les bacs et/ ou locaux ont été correctement nettoyés le jour même de la réalisation de la prestation. Dans le cas où le nettoyage ne s'avèrerait pas satisfaisant le titulaire devra reprendre la prestation dans un délai de 3 jours ouvrés à compter de la demande écrite formulée par l'établissement concerné. A défaut, la prestation pourra être exécutée à ses frais et risques après mise en demeure restée infructueuse.

ARTICLE 12. REGIME FINANCIER

12.1 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro

12.2 Taux de TVA

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur. Les évolutions du taux de TVA s'appliquent de plein droit sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

12.3 Forme des prix

Le présent accord cadre est conclu à prix mixtes.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées :

- par un prix forfaitaire pour les prestations récurrentes de collecte
- par un prix unitaire pour les prestations de location des bacs, reprise et transport, broyage et recyclage,
- par un prix unitaire pour les prestations ponctuelles à bons de commandes.

12.4 Contenu des prix

Les prix du marché comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à la bonne exécution du marché, notamment à la mise en service du matériel, les frais de déplacement, les frais d'assurance, de conditionnement, d'emballage, de manutention, de stockage et de transport jusqu'au lieu de livraison, d'installation.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution du présent marché.

Tous les impôts ou taxes établis notamment par l'Etat, le Région, le Département, les structures intercommunales et les communes, y compris les impôts relatifs aux immeubles du service sont à la charge du titulaire.

Les prix de traitement intègrent les recettes issues du recyclage de certains déchets Ils sont réputés complets hors TGAP et hors TVA. La TGAP et la TVA sont facturées au taux en vigueur et selon le régime applicable au titulaire et au statut des établissements constituant le groupement de commandes. Elles sont ajustées automatiquement.

12.4.1 Détermination des prix pour les prestations de collecte

Les coûts de collecte seront imputés en fonction d'une clé de répartition par nombre de bacs collectés/membre du groupement.

Paieement mensuel par chaque établissement membre du groupement de commande établi sur la base de la formule suivante :

$$R1 = (Pv \times Nv) + FcollectePAP + (TFlux \times tflux)$$

R1 : paiement mensuel du titulaire par la structure concernée du groupement de commande

Pv : prix unitaire de location-maintenance par type de bac et par volume en €HT/mois/bac

Nv : nombre de bacs par type (operculé ou pas) et volume de bac en place sur le mois considéré

FcollectePAP: forfait mensuel de collecte des bacs de résiduels et de recyclables secs de la structure, exprimé en €HT

TFlux : prix unitaire de traitement et recyclage par type de flux collecté (résiduel, recyclable sec), déduction faite des recettes de recyclage ou valorisation, exprimé en €HT/t

tflux : tonnage mensuel collecté par type de flux (résiduel, recyclable sec) pour la structure considérée

Pour les établissements bénéficiant de colonnes enterrées la formule prend également en compte le forfait mensuel de vidage des conteneurs enterrés de résiduels et recyclables sec exprimé en € HT (F collecteAV.)

La formule pour ces établissements sera donc la suivante :

$$R1 = (Pv \times Nv) + FcollectePAP + F collecteAV + (TFlux \times tflux)$$

12.4.2 Détermination des prix pour les prestations ponctuelles

Les prestations ponctuelles seront réglées par application des prix du bordereau des prix unitaires après constatation du service fait.

12.5 Révision des prix

Les prix sont fermes la première année et révisibles annuellement à compter de la deuxième année d'exécution.

Les prix sont révisibles annuellement selon les modalités ci-dessous :

Le titulaire formule sa demande de révision de prix au plus tard le 30 avril de l'année en cours. Passé ce délai la demande sera automatiquement rejetée et les prix de l'année précédente continueront de s'appliquer jusqu'à la prochaine échéance de révision.

La demande doit être envoyée au service marché du coordonnateur du groupement de commandes à l'adresse suivante : marche@univ-toulouse.fr.

La demande devra comporter les annexes financières avec les prix révisés aux formats PDF et Excel. Le document rappellera l'objet et le numéro du marché, le mois Mo, la formule de révision et devra être joint copie de la publication des indices sur laquelle s'appuie la révision.

Le coordonnateur accusera réception de cette demande et disposera d'un délai de 15 jours calendaires pour se prononcer sur la demande de révision. A défaut d'un retour dans ce délai, la demande est considérée comme acceptée par le coordonnateur et les prix révisés pourront être utilisés par les parties pendant la période de révision suivante.

Les annexes financières révisées et acceptées expressément ou tacitement par le coordonnateur sont à joindre à l'appui de la première facture concernée par la révision pour chacun des membres du groupement. A défaut, la facture sera rejetée.

La révision s'applique à compter de la date d'anniversaire de la notification du marché pour chaque année suivante et pour une période de 12 mois, sauf pour la dernière période de reconduction qui s'achèvera le 1^{er} décembre 2028.

Les prix des marchés sont révisables à la hausse comme à la baisse pour tenir compte des variations économiques survenues en cours d'exécution.

12.5.1 Mois d'établissement des prix du marché (indice 0)

Les prix figurant dans les annexes financières de l'acte d'engagement sont réputés établis aux conditions économiques du mois de dépôt des offres.

12.5.2 Formule de révision

La révision des prix du marché est effectuée par application aux prix initiaux de la formule suivante :

$$P = P0 \times (0,15 + 0,30 \frac{I_n}{I_o} + 0,25 \frac{S_n}{S_o} + 0,30 \frac{G_n}{G_o})$$

Dans laquelle :

P : prix révisé

P0 : prix initial fixé à la date de remise des offres

indice « n » = dernières valeurs des indices publiés avant la demande de révision des prix

indices « o » indices connus au mois Mo ;

I = Collecte, traitement et élimination des déchets; récupération de matériaux Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764301 (publié sur le site de l'INSEE)

S = Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Total HS – Ensemble des services Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766502

G = Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Gazole Identifiant 001764283 (publié sur le site de l'INSEE)

Les dispositions de l'article 10.2.3 du CCAG FCS relatives à l'arrondi sont ici applicables. Les prix seront ainsi arrondis au millième supérieur.

Dans le cas où le titulaire du marché utiliserait des véhicules autres qu'à moteur thermique le pouvoir adjudicateur fera usage de la clause de réexamen prévu à l'article 15 du présent CCAP.

12.5.3 Clauses limitatives

12.5.3.1- Clause butoir

L'évolution du prix de règlement résultant de la révision des prix sera limitée à une augmentation de 5% maximum par an.

12.5.3.2- Clause de sauvegarde

Si la formule de révision des prix conduit à une augmentation des prix supérieure à 5 % le groupement de commandes se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, sauf s'il est décidé de faire application de la clause de réexamen pour circonstances imprévisibles prévue à l'article 15 du présent CCAP.

ARTICLE 13. MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS

13.1 Avance

Si les conditions définies à l'article R2191-3 du code de la commande publique sont remplies, et sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement, une avance est versée au titulaire du marché.

L'avance est versée par chacun des établissements membres du groupement de commandes pour les prestations traitées à prix forfaitaires qui le concernent. Chaque établissement est libre de demander au titulaire du marché de cautionner l'avance au moyen d'une garantie à première l'engageant à rembourser, s'il y a lieu, le montant de l'avance consentie. Les cautions personnelles et solidaires ne seront pas autorisées.

Si le titulaire est une PME l'avance est de 20%

Si le titulaire n'est pas une PME alors l'avance est de 5%.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables aux prestations exécutées directement par l'ensemble des membres du groupement.

Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant défini à l'acte d'engagement.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché ou de la présentation de la sureté le cas échéant.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R2191-11 et 12 du code de la commande publique.

13.2 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses cotraitants le cas échéant.

Le titulaire du marché est rémunéré par chacun des membres adhérant au groupement de commande en vertu de ce qui a été établi dans les annexes financières du présent marché.

Le titulaire devra facturer à chacun des membres du groupement le coût de la prestation réalisée dans sa structure.

13.3 Présentation des demandes de paiement

Les factures sont établies mensuellement.

Le groupement informe par ailleurs le titulaire du marché que, du fait des périodes de fermeture des logiciels financiers en décembre, le paiement des factures de la fin d'année civile pourrait intervenir qu'à l'issue de cette fermeture financière, non imputable aux établissements.

Le titulaire est par ailleurs prié de bien vouloir détailler dans sa facturation les différents sites ou composantes et de ventiler les coûts par prestation.

Par ailleurs pour les établissements suivants il sera demandé une facturation spécifique :

- Université de Toulouse : une facturation selon les cinq secteurs suivants IUT ; MFJA ; Faculté de Santé ; OMP ; Campus-118
- INSA : une facturation pour les sites INSA et une facturation spécifique pour la Résidence 1

Une fiche récapitulative des interlocuteurs de chacun des établissements avec détail des adresses de facturation en fonction des sites sera communiquée lors de la réunion de lancement.

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3.1 du CCAG-FCS. Elles sont adressées après « Service fait ».

Les factures dématérialisées devront obligatoirement être déposées sur le portail Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr> pour chacun des établissements membres.

Les demandes de paiement devront comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et numéro du marché ;
- le numéro d'engagement juridique pour les prestations récurrentes ;
- le numéro du bon de commande le cas échéant ;
- le nom numéro de SIRET et adresse du créancier ;
- la date de facturation ;
- le numéro complet du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- le prix forfaitaire hors taxe ou le détail du prix unitaire hors taxe ;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
- le prix total toutes taxes comprises ;
- le détail de cotisation avec l'assiette de prime correspondante ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

13.4 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

13.5 Paiement des sous-traitants

Les sous-traitants de premier rang bénéficient du paiement direct, dès lors que le contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

Pour les prestations sous-traitées, le montant indiqué dans l'annexe financière doit correspondre à la part du sous-traitant et à la part éventuelle du titulaire en cas de facturation d'éventuels frais de gestion.

La facturation directe du sous-traitant devra par conséquent faire apparaître la part de la prestation sous-traitée qui le concerne ; la facturation du titulaire fera apparaître sa part éventuelle. Le montant total ne pourra en tout cas pas dépasser le montant indiqué dans l'annexe financière.

13.6 Délais de paiement et intérêts moratoires

Le délai de paiement est fixé à 30 jours (article R. 2192-10 du Code de la commande publique).

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 14. PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités n'est pas plafonné et elles cumulables.

Par **dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS** le montant des pénalités pourra dépasser 10% du montant total hors taxe du marché ou du bon de commande.

Par **dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS**, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas les 1000€ pour l'ensemble du marché.

Par **dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS**, les pénalités de retard sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

L'application des pénalités autre que les pénalités de retard suit la même règle.

Les établissements souhaitant appliquer des pénalités informent le titulaire par écrit des manquements constatés et de la pénalité associée. Les pénalités sont appliquées distinctement par chacun des établissements membres

du groupement de commandes par établissement d'un décompte de pénalité avec transmission au titulaire ou en opérant des réfections sur facture.

La liste des pénalités est la suivante :

Intitulé	Mode d'application	Montant HT
Non-respect de la date de commencement d'exécution de la distribution initiale des bacs	Par jour de retard calendaire	200 €
Non-respect dans le remplacement/ réparation de bacs sur ordre écrit	Par jour calendaire de retard	100 €
Non-respect du délai pour les ajustements du nombre et volume de bac	Par jour de retard calendaire	150 €
Non fourniture du fichier bacs	Par jour calendaire de retard	100 €
Consignes de sécurité non respectées (code de la route, stationnement lors des distributions ...)	Par infraction constatée	100 €
Comportement non admissible du personnel	Par infraction constatée et par agent	200 €
Emploi d'un véhicule non réglementaire ou non-conforme au CCTP	Par jour calendaire de retard	500 €
Mise en service d'un véhicule qui perd des déchets ou des jus sur la voie publique	Par infraction constatée	750 €
Véhicule en stationnement irrégulier sur la voie, ouverture de chargement non fermée en dehors de la collecte	Par infraction constatée	200 €
Détérioration ou casse d'une colonne enterrée causée par une mauvaise manipulation de l'agent de collecte	Par colonne	Remplacement à l'identique et pénalité de 300 €
Non collecte d'une colonne enterrée, d'une benne de grande capacité ou du compacteur	Par contenant et par jour calendaire de retard	200 €
Absence de contrôle visuel de la conformité des déchets présentés à la collecte	Par infraction constatée	200 €
Défaut d'information en cas de panne ou d'accident d'un véhicule	Par infraction	300 €
Non-exécution d'une partie de la collecte	Par nombre de bacs	200 €
Rejets de déchets à l'égout	Par infraction constatée	500 €
Vidage d'un véhicule hors des lieux de dépôts autorisés	Par infraction constatée	1 000 €

Non-respect du règlement intérieur des structures membres du groupement de commandes	Par infraction constatée	300 €
Absence d'identification des bacs présentés	Par jour et tournée	500 €
Retard dans la fourniture ou fourniture incomplète des bilans semestriels et annuels et du calendrier annuel de collecte	Par jour de retard	150 €
Inexécution d'un ordre de service	Par infraction et par jour de retard	200 €
Perte d'un badge/ moyen d'accès en cas de collecte des sites à l'intérieur des bâtiments	Par infraction	100 €
Absence de remplacement de l'interlocuteur dédié au marché	Par jour de retard calendaire à l'issue des 15 jours prévu pour le remplacement	50 €
Non-respect du nombre d'heures d'insertion (<i>sauf exonération prévues à l'article 8.7 du CCAP</i>)	Par nombre d'heure d'insertion non réalisées par rapport à l'engagement	50 €
Non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle (<i>sauf exonération prévues à l'article 8.7 du CCAP</i>)	Par jour calendaire de retard et par document	100€
Non présentation de l'assurance annuelle	Jour calendaire de retard à partir du 1 ^{er} avril de l'année n+1	50 €
Retard dans la remise du plan de prévention	Par jour calendaire de retard	50 €
Retard dans la communication de la masse salariale	Par jour calendaire de retard à compter de la demande de communication du coordonnateur	50€
Absence de proposition de date de réunion dans l'intervalle des 14 jours calendaires prévus à l'article 9.2 du CCAP	Par jour calendaire de retard à compter de la demande de réunion initiale	50€

ARTICLE 15.CLAUSE DE REXAMEN

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, des clauses de réexamen sont prévues dans les conditions suivantes :

- Nécessité de prolonger la durée d'exécution du marché pour des raisons autres que celles prévues par l'article 13.3 du CCAG FCS ;
- Modification de la réglementation applicable entraînant une modification des prestations initialement prévues ;
- Disparition officielle de tout ou partie des paramètres représentatifs utilisés dans les formules de révision ou actualisation de la base de référence d'un indice ;

- Lorsque le montant maximum des prestations à bon de commandes est consommé à 90%, le coordonnateur peut augmenter, par voie d'avenant, le montant maximum de l'accord-cadre dans la limite de 5% de ce montant maximal, sans que cela n'en constitue une modification substantielle ;
- Intégration d'une formule de révision prenant en compte l'utilisation de véhicule autre que thermique dans le cas où le titulaire du marché utiliserait cette typologie de véhicule dans l'exécution du marché ;
- Ajustement des pièces du marché en cas d'erreur matérielle.

Circonstances imprévisibles

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché il est fait application de l'article 25 du CCAG FCS.

Sont exclues de l'évaluation des surcoûts, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché sauf s'il est constaté une augmentation de plus de 8 points d'un des index utilisés.

Le titulaire notifie et justifie auprès du coordonnateur du groupement de commandes la survenance de l'évènement imprévisible. A la suite de cette notification, les parties se rapprochent dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification pour rechercher au moyen de divers aménagements une position d'équilibre comparable à celle qui a présidé à l'établissement du présent marché.

La procédure de réexamen des prix n'entraînera pas d'interruption de l'application des dispositions du présent marché. Les dispositions initiales resteront en vigueur jusqu'à l'accord des parties.

Si, dans les trois mois à compter de la notification, un accord entre les parties n'est pas intervenu, les aménagements seront proposés par une commission composée de trois membres, dont l'un sera désigné par le coordonnateur, l'autre par le titulaire et le troisième, conjointement par les deux parties. Si les parties ne s'entendent pas sur cette désignation dans un délai de quinze jours, la désignation du troisième membre sera effectuée par le président du tribunal administratif compétent.

Faute d'entente à l'issue de la période des trois mois, le réexamen des prix est suspendu et l'arbitrage du Tribunal Administratif de Toulouse est sollicité.

ARTICLE 16.SOUS TRAITANCE

En application de l'article L2193-1 du code de la commande publique, seuls les marchés publics de fourniture comportant des services peuvent être sous-traités.

Le titulaire est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

Le titulaire et ses sous-traitants devront se conformer aux dispositions relatives à la sous traitance des articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur. Dans l'hypothèse où il n'aurait pas été soumis à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur, le sous-traitant ne pourra pas être protégé par les dispositions de la loi du 31 décembre 1975, notamment en matière de paiement direct. A défaut, les prestations supplémentaires effectuées par le sous-traitant ne feront l'objet d'aucun paiement.

Est ainsi inopposable au pouvoir adjudicateur tout contrat conclu entre le titulaire et un sous-traitant non agréé et toute acceptation d'un sous-traitant intervenant en dehors des conditions précitées.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies aux articles R2193-1 à R2193-9 du code de la commande publique. Par **dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG FCS**, l'acceptation du sous-traitant consiste en la notification au seul titulaire.

Sous-traitance occulte :

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (Article 41.1 du CCAG/FCS).

En effet, il appartient au titulaire de déclarer spontanément au Pouvoir adjudicateur, ou après observations de ce dernier, un sous-traitant et ses conditions de paiement.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ne sauraient résulter de la simple connaissance par le Pouvoir adjudicateur de l'existence du sous-traitant et sont soumis aux dispositions du CCAG applicable.

ARTICLE 17.RGPD

Dans le cadre de ses relations contractuelles, le titulaire s'engage à respecter les dispositions prévues dans le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, ainsi que la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

Il est fait application des dispositions de l'article 5.2 du CCAG FCS.

En complément concernant l'application de la clause d'insertion sociale il est précisé que :

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants de l'acheteur, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué général de TME par mél à : e.guerreiro@emploi-tme.org ou par courrier à 32 rue de la Caravelle 31500 TOULOUSE.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

ARTICLE 18.MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHE

18.1 Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le coordonnateur du groupement par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais. Il fournit également un RIB mentionnant la nouvelle dénomination sociale.

18.2 Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du coordonnateur du groupement de commande.

Le titulaire doit en informer le coordonnateur dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- un extrait Kbis original de moins de trois mois faisant apparaître la fusion ou l'absorption de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales mentionnées dans les articles R2143-7 à R2143-9 et l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats annexé au code ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner prévues aux dispositions de l'article L2141-1 et à l'article 2141-6 du code ;
- une attestation d'assurance correspondant aux exigences fixées ci-dessous ;
- les justifications de références identiques à celles demandées au titulaire lors de la passation du marché.

La cession du marché acceptée par l'UT fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

18.3 Modifications de la structure d'exercice du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au coordonnateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- à son adresse ou à son siège social
- aux renseignements qu'il a fourni pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de non communication de ces éléments, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

ARTICLE 19. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'UT par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'UT adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'Article L627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'Article L622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court. La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité

ARTICLE 20.RESILIATION

Le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché conformément aux dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS.

Cependant, par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra pas d'indemnité.

En cas de résiliation pour faute du titulaire, le pouvoir adjudicateur fera exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 11.3.7 du CCAG FCS.

ARTICLE 21.ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG FCS., le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG FCS, le titulaire (contractant unique ou chaque cotraitant en cas de groupement) doit être couvert avant la notification par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de la réalisation des prestations qu'elles soient en cours de réalisation ou terminées.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire. En cas de groupement, chaque cotraitant doit fournir cette attestation

Le titulaire et les membres du groupement le cas échéant s'engagent à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification du son contrat d'assurance.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du coordonnateur du groupement et dans un délai de quinze jours (15) calendaires à compter de la réception de la demande.

Le titulaire et les membres du groupement et sous-traitants éventuels doivent fournir au cours du premier trimestre de nouvelle année l'attestation d'assurance à jour au coordonnateur du groupement de commandes.

ARTICLE 22.LANGUES

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 23. DIFFERENDS ET LITIGES

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par les articles D2197-15 à 2197-17 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est Bordeaux.

Le présent marché est régi par le droit français.

En cas de litige, le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 TOULOUSE CEDEX 07

Tél : 05.62.73.57.57

Télécopie : 05.62.73.57.40

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

ARTICLE 24.DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG-FCS, expliquées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

Article C.C.A.P.	Déroge à l'article du CCAG FCS
3	4.1
7.1	3.4.3
8.2	16.1.1.1
8.2	16.1.1.2
10.1	3.7.2
14	14.1.2
14	14.1.3
14	14.1.1
16	3.6.2
20	42
21	9.2